

## Chapitre VIII

---

J. BOUTRAIS

# LES CONTACTS ENTRE SOCIÉTÉS

De la description des sociétés traditionnelles ressort le constat d'une différence fondamentale, de nature, pourrait-on dire, entre le monde païen ou autochtone et les sociétés musulmanes, qu'il s'agisse des Mandara ou des Foulbé. Mais si l'analyse de ces types de sociétés opposées concerne le géographe, c'est surtout par leurs conséquences qui commandent encore en partie l'occupation actuelle de l'espace.

### *Les sociétés et le cloisonnement de l'espace*

L'opposition entre les Foulbé et les Païens n'est pas seulement une différence entre deux conceptions de l'organisation sociale. Elle se manifeste aussi dans l'espace par un partage de territoires entre les deux types de population. Si les Foulbé se sont introduits parmi les populations en place avec lesquelles ils ont d'abord coexisté, leur soulèvement et la « guerre de cent ans » qui s'ensuivit, ont provoqué un cloisonnement de l'espace qui s'impose encore aujourd'hui dans la géographie humaine.

Sans doute des conditions naturelles défavorables (sols stériles, absence de nappe phréatique) peuvent-elles rendre compte de certaines inégalités dans la répartition des densités de population, par exemple l'existence du « désert » de Torok entre les Moundang et les Toupouri de Kaélé. Mais d'autres zones très faiblement peuplées ou presque vides ne correspondent pas à un milieu naturel particulièrement défavorable. On comprend mieux qu'elles voisinent brutalement des zones très densément peuplées si l'on remarque leur situation géographique entre les blocs païens et les états musulmans. Il s'agit de marches entourant les états centralisés dont les périphéries furent désertées par les populations voisines afin d'échapper au danger d'attaques permanentes. C'est seulement de nos jours qu'elles sont en voie de peuplement.

De semblables « no man's land » séparaient les Mandara et les Foulbé de Bogo d'une part, les Mousgoum d'autre part, mais aussi l'ensemble des Foulbé du Diamaré et les masses païennes qui les entourent : Massa, Toupouri, Moundang et Guiziga. Seuls les villages foulbé de Moulvouday et Kalfou se trouvent pris dans le bloc païen. Partout ailleurs, des transects partant du cœur du Diamaré vers sa périphérie, par exemple de Bogo au pays massa ou bien de Mindif au pays

moundang ou toupouri, traversent une zone mitoyenne plus ou moins vaste, boisée et pratiquement vide d'habitants : zone-tampon entre des populations hostiles (1). La dichotomie entre des organisations sociales étrangères l'une à l'autre entraînait un repliement des populations sur elles-mêmes. Des sociétés incompatibles ne permettaient pas l'instauration d'une vie régionale, par le biais, en particulier, d'échanges commerciaux.

Ces deux types de sociétés reposent déjà sur des économies assez différentes sans que s'établissent pour autant des courants d'échanges entre elles. Sans doute quelques Fali et Daba vendaient-ils autrefois du fer aux Foulbé mais c'étaient des exceptions. La grande majorité des Païens, se limitant aux possibilités de leur économie familiale de subsistance, ne cherchaient pas à les compléter par des échanges commerciaux. Si le voisinage des troupeaux foulbé leur permettait de se procurer de la viande pour compléter une alimentation déficiente en protéines, ils préféraient le faire par la force lors de coups de main plutôt que par le biais du marché.

Dans l'ensemble, les contacts du monde païen avec les sociétés musulmanes ne se sont pas produits sur un mode d'attirance ou de symbiose entre des activités complémentaires mais sur celui du voisinage hostile et dangereux. Pour les Païens, habiter non loin de Musulmans, c'était prendre le risque d'être pillé, razié ou vendu comme esclave. Aussi, bien que l'Islam aurait pu les faire accéder à une organisation sociale et politique plus élaborée, à une religion de type universaliste, les Païens se sont définis dans l'ensemble par opposition à ce type de société et à la puissance qui l'incarnait.

Mais le cloisonnement de l'espace ne se limitait pas à la division du territoire en grandes aires de peuplement. Si les Musulmans savaient utiliser des techniques de contrôle spatial dans le cadre d'une centralisation politique, ce n'était pas le cas des sociétés païennes. Au niveau d'une analyse globale de la société, on peut dire que tous les Païens présentaient un fonds commun avec quelques divergences provenant d'une adaptation à un milieu naturel ou à un contexte historique local spécifique. En fait, ce monde païen n'avait aucune homogénéité, en particulier sur le plan spatial. Si pour les Foulbé, l'ensemble de ces peuples constituait la masse des *Habe*, des incroyants, ils distinguaient cependant un certain nombre d'ethnies, les affublant de termes plus ou moins méprisants qui leur sont restés.

L'ethnie avec son territoire ne représentait jamais, elle-même, une entité bien définie, s'imposant avec force à ses membres. Il fallait descendre au niveau du massif en montagne ou du village en plaine, pour atteindre l'unité spatiale au niveau de laquelle se définissait la cohésion sociale. L'unité géographique assurée par le relief compartimenté, permettant une relative indépendance par rapport aux voisins, a servi de support à la création de ces unités territoriales restreintes. L'existence de rivalités continues a entretenu des divisions fondées sur les limites connues au-delà desquelles personne ne s'aventurerait sans risque. Les massifs isolés sur eux-mêmes étaient séparés les uns des autres par des zones neutres (vallées encaissées, replats ou petits plateaux) de la même façon que des non-man's land séparaient les villages musulmans de leurs voisins païens. Des fortifications, en murs de pierres, ne verrouillaient pas seulement les vallées donnant accès aux montagnes, à partir des plaines. D'autres, semblables, cloisonnaient des massifs relevant parfois d'une même ethnie. Le plus beau

(1) On a noté comment les Foulbé cherchaient à réduire progressivement l'extension de ces zones d'insécurité par la fondation de villages de plus en plus éloignés des centres. A mesure que le contrôle du terrain par les Foulbé s'étendait, les Païens reculaient, abandonnant d'anciens établissements. Une tendance inverse se produisait quand la pression des Païens sur les Foulbé devenait plus forte, par exemple entre les Toupouri et les Foulbé du Diamaré. De toute façon, même d'étendue réduite ou décalée, une zone vide se maintenait entre les deux camps, n'appartenant ni à l'un ni à l'autre.

prestige de muraille séparant des montagnards subsiste chez les Podokwo.

La segmentation très poussée de l'espace en pays païen est illustrée par les conflits armés autrefois très fréquents, aujourd'hui plus rares, qui opposaient les massifs voisins. La guerre entre massifs existait à l'état endémique, une suite de réactions engendrant des représailles sans fin de l'un et l'autre camp. Par exemple, la guerre en pays mouktélé consistait en une série de batailles s'étendant sur une durée variant de six à douze mois, à raison d'un engagement hebdomadaire en moyenne. Cette guérilla entre massifs limitrophes exprime bien l'aspect « embryonnaire » de l'organisation politique des Païens. Il n'existait aucune autorité capable d'imposer un arbitrage dans un conflit. Celui-ci ne pouvait se régler que par la guerre. La guerre pouvait elle-même se prolonger et finissait par engendrer des haines entre adversaires encore sensibles dans les relations sociales actuelles.

Mais si la guerre révélait une sorte d'inachèvement de l'encadrement politique, elle exprimait aussi un autre aspect des sociétés païennes. C'étaient des sociétés « figées », en ce sens que les lacunes de l'organisation politique se reflétaient par une absence de dynamisme spatial. La guerre n'était pas destinée à la conquête d'un territoire. Les incidents survenus dans l'ivresse des fêtes religieuses et les rapt de femmes d'un massif à l'autre, étaient l'origine la plus fréquente de conflits. Les cas de disputes à propos de la propriété foncière de terres mitoyennes survenaient bien plus rarement. Les antagonistes étaient les membres d'un massif de part et d'autre. Les camps de guerre correspondaient aux massifs, sans considération des liens de parenté qui pouvaient lier des combattants opposés (JUILLERAT, 1969, p. 110). Les combats se déroulaient toujours sur le même champ de bataille situé à la limite des deux massifs et s'achevaient rarement par l'invasion du camp adverse. L'arrêt de la lutte se produisait de lui-même en fonction du nombre de blessés ou de morts.

Si l'unité guerrière correspondait donc à un territoire aux limites précises, il était rare que les guerres fussent motivées par un besoin de contrôle spatial. Après la bataille, chaque camp se contentait de rentrer chez lui. Il n'y avait pas d'annexion de territoires après une victoire ni de capture de prisonniers. La guerre revêtait un peu un caractère sportif (BOULET, 1971, p. 38) ou mieux, jouait un rôle social indispensable impliqué par une sorte de lacune de l'encadrement politique.

On conçoit dès lors combien la fonction de la guerre chez les Païens était entièrement opposée à celle des Musulmans qui, sous prétexte ou non de religion, servait toujours un projet de conquête territoriale ou de profits divers (prélèvement de récolte, ramassage d'esclaves, prise de villages). La centralisation politique se manifestait par une dynamique de domination et d'annexion de territoires. La guerre elle-même était conçue comme un moyen d'acquérir des richesses qui, à leur tour, renforçaient les pouvoirs du chef. Le chef entretenait aux frais de son trésor une nombreuse cavalerie qui lui permettait de contrôler à tout moment son territoire et de lancer de soudaines expéditions de pillage sur des territoires souvent éloignés. Le cheval servait de support à la conquête de grands espaces par les états centralisés. L'espace n'était plus cloisonné comme chez les Païens où des territoires voisins continuaient à s'opposer même si les raisons initiales de leur antagonisme avaient disparu.

L'absence de tout contrôle spatial chez les Païens, corrélatif d'une absence d'organisation politique effective chez la plupart d'entre eux, est aggravée par un régime foncier qui privilégie les droits de l'individu sur la terre par rapport à ceux de la collectivité. Sans doute est-il délicat d'appliquer à des régimes fonciers très divers, aux formes juridiques mal définies, des termes tirés du droit romain qui, eux, par contre, désignent des notions précises. Le risque est constant de trop schématiser une réalité qui, surtout dans ce domaine, paraît bien fluctuante. Par exemple, chez la plupart des Païens, le terroir villageois est inaliénable, ce qui

suppose la notion de propriété du sol. Pourtant, si tous les habitants se déplacent, si le village tombe en ruines, de nouveaux venus peuvent s'y installer sans rien demander à personne.

L'inaliénabilité des terres serait donc liée à leur utilisation et à une mise en valeur permanentes, plutôt qu'à une possession de droit. De même est-il difficile d'affirmer que le droit foncier de tous les Païens soit fondé sur la notion de propriété personnelle de la terre. Pourtant l'ancienneté de l'occupation, la résidence de la famille au milieu des terres cultivées, la transmission de ces terres de génération en génération, aboutissent à une apparence de propriété effective. Les Païens ne sont pas loin de considérer les champs hérités de leurs pères comme une propriété personnelle ou mieux, comme une terre sacrée, car il semble que les liens religieux avec la terre des ancêtres priment sur l'aspect purement juridique de propriété. C'est surtout le cas du champ qui voisine l'habitation. Là pousse le mil qui sert à fabriquer la bière de mil pour les sacrifices religieux. Parsemé d'autels ou des tombes des ancêtres, il matérialise l'existence du groupe familial. Chez les Massa, le champ de case ne peut être aliéné car les chefs de famille n'en disposent qu'à titre de membres anciens de la communauté. Les droits fonciers de cette communauté sont représentés par le chef de terre. Le pays massa est donc divisé en communautés foncières, en « terres », qui ne correspondent pas toujours à des groupes de parenté. Tout chef de famille appartient à l'un de ces groupes qui vivent sur des étendues de terrain dont les limites sont repérables (de GARINE, 1964, p. 51).

Les montagnards mafa ne semblent pas éloignés de la notion d'appropriation individuelle de la terre. Tous les champs sont possédés par les chefs de famille. « *Les propriétaires peuvent faire ce qu'ils veulent de leurs champs, les cultiver, les louer, les prêter ou les laisser en friches, voire les vendre* » (BOULET, 1971, p. 98). Cependant, les ventes ne peuvent se faire en faveur d'un « étranger » n'habitant pas le même massif. En cas de vente, le propriétaire n'a pas besoin d'en référer à une autorité supérieure, religieuse ou coutumière. L'émiettement de fait de l'espace va très loin puisque chaque chef de famille est propriétaire de plein droit de sa terre. En même temps, assurant par lui-même les sacrifices nécessaires, il est « propriétaire religieux » de la terre héritée de ses ancêtres. Si l'espace est cloisonné en « terres » ou communautés territoriales chez les Massa, la juxtaposition de fermes mafa indépendantes constitue la seule organisation de l'espace habité. En ce sens, la division infinie de l'espace en cellules indépendantes représente le reflet de l'individualisme profond qui se dégage des sociétés montagnardes.

Naturellement, cette absence d'unification de l'espace sur le plan foncier s'oppose une nouvelle fois à ce que présente le droit des Foulbé. Acquis par droit de conquête, la terre appartient au *lamido* qui en concède l'usage à ses sujets à condition de payer la « *zakkat* ». Il attribue aux villages des terrains pour les habitations et les cultures. Ensuite, c'est au chef de village, représentant du *lamido*, qu'incombe la répartition entre les familles des terrains mis à sa disposition. Ainsi, chaque chef de famille n'a-t-il que le strict usage des terrains qui lui sont concédés. Jamais la terre ne peut être, de droit, sa propriété personnelle. Par conséquent, les successions ne peuvent, en principe, se composer que de biens meubles. Cependant, dans la pratique, lorsqu'un chef de famille cultive un champ, celui-ci est considéré comme lui appartenant ou plutôt lui revenant, tant qu'il le cultive effectivement. S'il a contribué à lui donner de la valeur en le cultivant, il est admis qu'il peut le louer, le vendre ou le transmettre en héritage, sous réserve des droits du *lamido*. Les droits du *lamido* sur toutes les terres du lamidat ne lui sont pas attachés personnellement ; il les acquiert lors de son accession à ces fonctions.

D'un type de société à l'autre, les rapports de l'homme à la terre s'avèrent donc entièrement différents. Dans le premier cas, le contexte religieux est inséparable

du droit foncier. Le paysan s'estime propriétaire de sa terre parce qu'il maintient des liens avec les puissances religieuses qui permettent de la cultiver. Dans le second cas, le paysan obtient une sorte de régime de tenure dans le cadre d'un « *réseau d'obligations personnelles à l'égard d'une hiérarchie féodale seule détentrice des droits sur la terre* » (MOHAMMADOU, 1966).

Ainsi deux conceptions de l'espace s'opposent-elles, tant du point de vue, disons « territorial », que foncier. Elles sont les projections de deux organisations sociales par nature étrangères l'une à l'autre. Mais inversement, elles sont lourdes de conséquences sur l'évolution de ces sociétés elles-mêmes. D'un côté, le cloisonnement poussé de l'espace limite les contacts autres que guerriers entre groupes et aboutit à des populations repliées sur elles-mêmes et figées dans leur organisation sociale. D'un autre côté, le contrôle spatial entraîne une dynamique d'extension du territoire et d'accumulation des biens au profit d'un pouvoir centralisé. Toutes ces conquêtes se firent de préférence aux dépens des sociétés païennes. Sans doute, les combats au cours du 19<sup>e</sup> siècle furent-ils aussi nombreux et acharnés contre le royaume mandara que contre les Païens. Mais ils ne pouvaient donner de grands résultats contre un état doté d'une organisation sociale et politique équivalente alors qu'avec les Païens, profondément divisés et mal organisés, les profits retirés furent substantiels.

### *Les rapports Foulbé-Païens*

Le soulèvement presque général des Foulbé au Nord du Cameroun au début du siècle dernier et les expéditions lancées ensuite contre les peuples païens, ont provoqué des migrations dont les résultantes restent encore visibles. Avant la domination peul, les ethnies païennes se juxtaposaient les unes près des autres, sans qu'aucune d'entre elles, semble-t-il, ne domine les autres. L'insertion des Foulbé au sein des aires païennes les désarticula et les disloqua, chaque groupe se sauvant vers un refuge différent. Deux milieux géographiques se prêtèrent admirablement à ce rôle de refuge face à la cavalerie peul : les montagnes des Monts Mandara et les plaines périodiquement inondées du Logone. C'est l'existence providentielle de ces deux milieux particuliers qui aurait permis la survie des Païens. *En même temps, les contraintes rigoureuses qu'imposent de tels milieux auraient fini par façonner les traits essentiels des populations païennes.*

Réfugiés sur des territoires exigus, massifs ou marécages, les Païens s'y concentrèrent. A l'abri des razzias des Foulbé, la population ne subit pas de lourds prélèvements, si bien que les excédents de natalité s'accumulèrent sur place. Il en résulta des densités très élevées qui conduisirent nécessairement à l'adoption de techniques agricoles intensives pour permettre la subsistance des groupes assiégés. A partir du refoulement, il est ainsi possible de rendre compte de toutes les originalités que présentent les Païens.

Cette théorie du refoulement d'anciennes populations par des états centralisés plus récents a été développée en particulier par J.C. FROELICH qui l'applique, parmi d'autres cas, à celui des montagnards au Nord du Cameroun. D'après FROELICH, presque tous les montagnards de la zone sahélo-soudanienne sont des peuples refoulés, contraints de se réfugier dans les massifs montagneux. Bien qu'ils s'enfermaient, par là même, dans des isolats presque parfaits, cette situation ne provoqua pas de profondes différenciations entre des sociétés qui, autrefois, faisaient partie d'un fonds commun à toute l'Afrique. Au contraire, c'est le maintien de nombreux traits communs entre des populations séparées par des milliers de kilomètres qui permet à l'auteur de les classer dans un même ensemble.

D'une part, l'isolement a soustrait les montagnards à l'influence de leurs voisins

et les a empêché d'opérer des emprunts. Mais FROELICH invoque une autre raison qui semble plus intéressante. Pris dans des conditions écologiques rigoureuses mais semblables, les montagnards ne pouvaient s'y adapter que de la même manière d'un isolat à l'autre. « *L'isolement a déterminé non des variations mais des problèmes de suppression démographique et de survie en milieu ingrat, résolus de façon identique, conformément à un véritable déterminisme historique et écologique aboutissant à une convergence des structures sociales et des techniques agricoles* » (FROELICH, 1965). Les mêmes techniques agricoles ont été inventées sur place par les différents montagnards refoulés. Se trouvant soumis à des conditions difficiles (fortes densités, espace limité, sols médiocres), ils ont tous élaboré les mêmes agricultures intensives qui seules, leur permettaient de survivre.

S'opposant à la perfection des techniques agricoles, l'organisation sociale est restée embryonnaire. Là encore, c'est la situation de refuge qui permet de rendre compte de ce conservatisme social. « *Si le pays est d'accès difficile, l'organisation sociale peut se permettre de conserver une forme anarchique, égalitaire. Là où le pays est ouvert, la résistance à l'ennemi est obligatoirement hiérarchisée ; il faut accepter la domination d'un chef et de ses guerriers* » (FROELICH, 1968). Conservatisme social d'une part, dynamisme agraire d'autre part, les deux attitudes proviennent des mêmes causes écologiques ou géographiques.

La théorie est globale. Elle admet plusieurs phases de refoulement séparées par des périodes de relâchement des pressions et de descente en plaine. Dans ce cas, les traits précédents s'altèrent inmanquablement, si bien que les sociétés montagnardes ne peuvent se maintenir dans leur intégrité que sous les contraintes et les pressions exercées de l'extérieur. Économie et sociétés montagnardes seraient en ce sens « artificielles » parce qu'édifiées lors de périodes de crises qui mettaient en cause leur existence même. De même, les techniques agricoles montagnardes ne seraient compréhensibles que dans le contexte d'un refoulement et d'une situation de siège.

Des auteurs ont remis en cause la théorie du refoulement dans le cas précis de l'épisode peul au Nord du Cameroun. Les montagnards ne seraient plus des réfugiés occupant les massifs en désespoir de cause mais de vrais montagnards installés là depuis très longtemps, peut-être depuis toujours. Les Foulbé, en particulier, les auraient trouvés déjà solidement établis sur les massifs. La conquête peul n'aurait donc eu que des effets peu importants, limités aux franges des massifs, sans mettre en cause l'essentiel de l'économie montagnarde. Dans ce cas, fortes densités de peuplement, agriculture intensive et aménagement intégral du milieu montagnard ne devraient rien à la pression externe maintenue par les Foulbé pendant un siècle. Ils définiraient au contraire une société de vrais montagnards, paysans profondément attachés à leur pays ancestral. Les montagnards n'auraient pas élaboré leurs techniques agricoles en période de crise par un mouvement de réaction ultime à des conditions dramatiques imposées de l'extérieur. Ils n'auraient jamais été vaincus. « *Il faut définitivement abandonner la légende qui voulait que les Foulbé aient refoulé les Kirdi sur les montagnes. Les montagnes furent habitées bien avant eux. Il y eut refoulement dans des cas très rares, il y eut même résistance victorieuse des Païens du Mandara* » (MVENG, 1963, p. 201).

Il est probable, en effet, que ces montagnards aient peu souffert de la cavalerie peul qui n'osait les poursuivre dans le dédale des rochers de leurs massifs. Non seulement cette immunité aurait permis aux montagnards de conserver leur organisation sociale mais l'absence de centralisation politique aurait elle-même rendu toute conquête impossible. Il n'existait pas d'autorité dont la soumission eût permis de dominer ipso facto toute une population. Pour l'asservir, il aurait fallu vaincre chaque montagnard l'un après l'autre jusqu'au dernier, tâche impossible à réaliser par des envahisseurs peu nombreux.

Dès lors, une telle organisation sociale embryonnaire, sans hiérarchie, ne devrait plus être considérée comme une faiblesse face à des adversaires organisés mais, au contraire, comme la clé de voûte de la résistance montagnarde. Les rapports de force entre les deux types de sociétés auraient donc joué selon un schéma opposé à celui que suppose l'hypothèse du refoulement. « *Chaque fois que les Foulbé fortement organisés se sont heurtés à des sociétés "anarchiques", ils n'ont pas pu les conquérir même s'ils obtenaient des résultats sur le plan militaire. Par contre, lorsque le choc se fit avec une société évoluée, fortement structurée et hiérarchisée, les Foulbé mieux organisés et plus puissamment armés remportèrent des succès définitifs* » (BOULET, 1971, p. 144). Deux théories opposées par une logique apparemment aussi rigoureuse dans les deux cas, tentent de rendre compte d'une réalité qui paraît, en fait, beaucoup plus nuancée qu'elles ne la supposent, l'une et l'autre.

Sans vouloir ébaucher une théorie valable à l'échelle d'un continent, essayons d'analyser les diverses situations locales, afin de comprendre chaque fois comment les rapports entre les deux types de sociétés en présence ont pu s'inscrire dans le paysage actuel. En effet, le paysage des Monts Mandara, souvent décrit comme l'un des plus humanisés qui soient en Afrique, est loin d'être uniforme. Même en ne tenant pas compte du vaste plateau interne, les massifs au nord présentent peu de points communs avec ceux du sud de la chaîne.

Au nord, les massifs sont entièrement aménagés en terrasses de culture, l'habitat étant disposé sur les pentes et les sommets mais s'écartant des larges vallées. Au contraire, seules les vallées des massifs méridionaux sont vraiment peuplées, de même que les pieds de massifs. Quelques terrasses rudimentaires n'épousent que les dernières pentes sans prétendre à un aménagement complet des versants comme au nord. Les massifs septentrionaux sont recouverts d'un parc arboré diversifié (*Acacia albida*, baobabs, rôniers parfois) habituellement interprété comme un critère d'ancienneté de l'occupation du terroir montagnard. Rien de semblable au sud. Les seuls parcs de vieux baobabs se situent en plaine, loin des massifs (Badjouma).

Cette opposition frappante entre paysages montagnards correspond à des modalités d'occupation bien différentes. D'un côté, le peuplement est très ancien, des générations successives ayant fini par constituer un véritable fonds montagnard. De l'autre, l'occupation des vallées intramontagnardes représente un mouvement de repli récent de populations de plaine vers les refuges montagnards. Le premier cas est illustré par les Mafa alors que les Fali symbolisent le second. Seuls les premiers sont de véritables montagnards, les seconds n'étant que des réfugiés. Les deux cas soutenus dans les hypothèses exposées ci-dessus coexistent donc dans les Monts Mandara mais seuls les anciens montagnards ont élaboré les techniques vraiment intensives décrites par Froelich, de même que les paysages les plus humanisés. L'opposition des paysages mafa et fali trouve son origine dans deux contextes historiques entièrement différents.

Les montagnards au nord des Monts Mandara n'ont pas subi les expéditions lancées par les Foulbé au pied des massifs, protégés qu'ils étaient par l'écran du royaume mandara. Aussi leurs traditions orales ne gardent-elles pas le souvenir d'une résistance à l'égard des Foulbé. Au contraire, les massifs méridionaux dominent les plaines de la Bénoué où se trouvaient les centres les plus importants de l'Adamaoua au 19<sup>e</sup> siècle. A partir de leur capitale, Yola, les Foulbé pratiquèrent une politique de la terre brûlée dans tout le bassin de la Bénoué et semèrent la terreur chez les Païens. Ceux-ci se replièrent pour la plupart vers les massifs les plus proches après l'installation des groupements foulbé en plaine. C'est là que les fondations de lamidats furent les plus nombreuses, lamidats qui balayaient l'ensemble de la plaine par leur cavalerie. Demsa, Baschéo, Dembo, Guébaké, Bé, Bibémi, Golombé, Héri firent le vide dans les vallées des mayo Tiel, Oulo et Kébi. Le

fait que ces lamidats furent pour la plupart fondés par des Foulbé Yillaga, réputés pour leur ardeur guerrière et leur goût de la violence, n'est pas négligeable quand on parle de la « terreur peule » dans les plaines de la Bénoué. Les Païens appelés globalement Fali furent sans doute parmi les plus touchés (fig. 38).

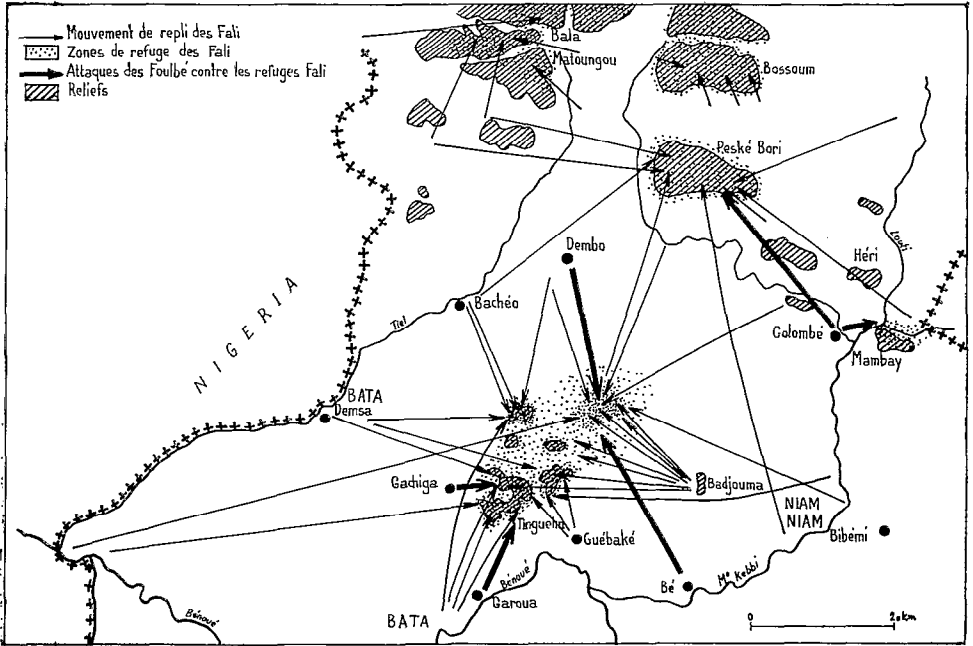


Fig. 38 Le refoulement des Fali par les Foulbé

Les Fali constituaient déjà avant l'invasion peul l'un des groupes ethniques les plus nombreux de la région. Ils habitaient en plaine des hameaux dispersés le long des mayo Oulo, Tiel et vers Badjouma (1). Formés d'éléments d'origine très diverse, ils entretenaient des liens de parenté avec les Daba et les Moundang au nord, avec les Bata et les Niam-Niam au sud. Après la conquête peul, ils se regroupèrent en quatre ensembles montagneux : Tinguélin, Kangou, Peské-Bori et Bossoum. Parfois il s'agit de grands massifs (Peské-Bori), parfois de simples collines rocheuses parsemées d'amoncellements chaotiques (Kangou), dans tous les cas de zones de refuge plus ou moins efficaces selon les possibilités de défense. D'après les traditions orales, il est possible de reconstituer sur une carte les mouvements de fuite vers chacune des zones-refuges. Il en ressort que le peuplement actuel est très hétérogène puisqu'aux Fali se sont joints des Bata de la Bénoué et de mayo Tiel sur le Tinguélin, des Niam-Niam du mayo Kébi au Kangou, des Daba sur le massif de Bossoum.

Tous les massifs fali furent peuplés au moment de la conquête peul sauf, en partie, celui de Bossoum. Certains secteurs furent occupés par une majorité de

(1) Selon certains auteurs, gros village surtout peuplé de Niam-Niam avant l'arrivée des Foulbé ; selon d'autres, lieu d'origine des groupes qui formèrent plus tard le noyau de la population fali.



réfugiés de même origine, par exemple le Kangou, peuplé de gens arrivant surtout de la région de Badjouma. Certains d'entre eux donnèrent à leur nouvel établissement le nom de celui qu'ils avaient dû quitter (LEBEUF, 1961). On voit encore à Badjouma les ruines d'habitations et un vieux parc de baobabs. Certains « prêtres » se rendent toujours au rocher de Badjouma pour y accomplir des sacrifices. À la confluence des mayo Kébi et Louti, les Mambay, rattachés selon les uns aux Niam-Niam, selon les autres aux Moundang, se réfugièrent sur le massif de Katchéo devant les attaques des Foulbé de Golombé.

Le mouvement de repli fut donc général. Il affecta aussi bien les Fali attachés à leur individualisme, ne reconnaissant pas même l'autorité de simples « chefs de villages », que les Niam-Niam et les Bata mieux organisés sous l'autorité de chefs respectés. La fuite devant les Foulbé a provoqué un regroupement de populations diverses sur les hautes surfaces du Tinguelin ou les étroites vallées du Peské. Ces noyaux denses de réfugiés n'ont pourtant pas adopté une agriculture savante pour mettre en valeur la montagne. Si les Fali ne disposaient pas de terroirs suffisants, comme au Peské-Bori, ils n'aménageaient guère pour autant des versants rocheux, préférant mettre en culture les piémonts à la lisière du massif, malgré le danger d'attaques incessantes.

Des Fali au destin profondément marqué par la conquête peut jusqu'aux montagnards de Mokolo et Mora, s'intercale une série de peuples de « transition », en ce sens qu'ils ne sont ni de vrais montagnards, ni de simples réfugiés. Les Mofou au sud de la Tsanaga et les montagnards de l'arrondissement de Méri représentent assez bien cette situation intermédiaire. A des clans originaires de la montagne sont venus s'adjoindre d'autres clans chassés de la plaine au siècle dernier par la poussée peul. Au sud de la Tsanaga, les villages sont toujours restés au pied des massifs où les habitants montaient se cacher en cas d'attaque. Vers Méri, au contraire, l'habitat devient de plus en plus montagnard vers le nord. Les montagnes sont plus humanisées ; les terrasses zèbrent tous les versants où se dispersent les habitations. Incontestablement, ces populations sont plus anciennement établies en montagne et elles se sont bien adaptées aux exigences de l'agriculture montagnarde. Par une série de cas de transition, on aboutit ainsi au type montagnard illustré par les Mafa.

Il faudrait reculer très loin dans le passé des Mafa pour découvrir des indices de leur refoulement hypothétique des plaines vers les montagnes. L'absence de sources autres que les traditions orales n'a pas permis d'entreprendre cette recherche. Dès lors, il convient de dire avec les intéressés qu'ils habitent depuis très longtemps leurs montagnes. Mais le peuplement n'est pas uniformément ancien sur tous les massifs. Certains, situés à la périphérie de l'aire ethnique, furent occupés à la suite de multiples migrations parties de vieux noyaux de peuplement. Pourtant, dans l'ensemble, l'occupation des montagnes date de plusieurs siècles, ce qui explique la mise au point de techniques agricoles parfaitement adaptées au milieu. Cela ne veut pas dire qu'il n'y eut pas refoulement, mais s'il s'est produit, c'est probablement avant le 17<sup>e</sup> siècle. L'arrivée récente de Foulbé au pourtour des massifs n'a-t-elle pas cependant gêné ces vrais montagnards, contrairement à ce qu'il est souvent affirmé maintenant ?

Les Foulbé ne se contentèrent pas de dominer les plaines, ils pénétrèrent aussi sur les hautes surfaces des Monts Mandara : au sud, à partir de Mubi vers Bourha, au nord, à partir de Madagali d'un côté et de Zamaï de l'autre. La jonction était faite vers 1830 entre les Foulbé de Madagali et ceux de Gawar, des villages établis sur le plateau aux abords du pays mafa à Wandaï et à Kosséhône. Autour d'eux, ce fut le vide. Les Mafa qui occupaient autrefois le plateau se réfugièrent sur la chaîne montagneuse au nord de Mokolo ou sur les massifs isolés dominant le plateau. Les Foulbé, peu nombreux, ne poussèrent jamais leurs attaques dans les massifs. Mais

par leur seule présence et par la menace permanente qu'ils constituaient, ces avant-postes perturbèrent leurs voisins montagnards.

Ils cantonnèrent systématiquement les montagnards sur leurs massifs, leur interdisant de compléter leurs ressources en dehors du terroir ancestral lors des périodes difficiles. Les excédents de natalité durent s'accumuler sur place au risque d'engendrer une pression démographique aiguë. Dans ce contexte de concentration forcée sur un espace limité, les moindres irrégularités agricoles (mauvaises récoltes, invasions de sauterelles) provoquaient des catastrophes. Les limites de l'économie montagnarde devenaient plus sensibles.

Il est incontestable que les Foulbé, en cantonnant les Mafa en montagne, ont provoqué des surcharges démographiques et accentué la fragilité de l'économie montagnarde. Ces conséquences étaient d'autant plus nettes qu'au nord, le royaume mandara jouait depuis longtemps le même rôle en interdisant aux montagnards d'étendre leurs terroirs en plaine. Sans être refoulés sur une grande échelle comme les Fali, les Mafa ont subi les effets de la pression peul. Ils n'étaient pas seulement assiégés au point de vue psychologique. Ils l'éprouvaient eux-mêmes si, malgré leur attachement aux massifs, ils décidaient de les quitter. Refoulement des uns, cantonnement des autres sur leurs massifs, la conquête peul amena les uns et les autres à se fixer et à se contenter d'espaces exigus où ils se maintiennent encore en partie.

Si les Monts Mandara formaient un bastion que les Foulbé ne purent jamais enlever, les plaines voisines offraient un terrain beaucoup plus favorable à l'évolution de leur cavalerie. Ainsi s'explique que les populations de plaine eurent beaucoup plus à souffrir de leur présence que les montagnards. Pourtant, elles disposaient à l'arrivée des Foulbé, d'une organisation politique plus élaborée que les montagnards. La plupart se regroupaient autour de chefferies aux pouvoirs assez étendus. La plaine, en favorisant le passage d'expéditions, en provenance notamment du Baguirmi, n'a jamais connu la sécurité des montagnes. Peut-être la nécessité constante de lutter pour maintenir leur intégrité avait-elle déjà conduit ces populations à se donner les moyens de résister à toute attaque venue de l'extérieur.

Les systèmes politiques moundang, guiziga et guidar fonctionnaient sans doute selon le même modèle, imposé par les mêmes circonstances troublées. Mais si l'encadrement politique s'est montré efficace par la suite, l'infériorité de leur équipement technique n'a pas permis à ces peuples de supporter le choc de la conquête peul. Une fois la vague de la conquête passée, les uns ont pu maintenir quand même leur intégrité alors que d'autres étaient soit dispersés, soit anéantis. Établis le long du mayo Boula vers Ouro Zangui et organisés dans le cadre d'une chefferie centralisée, les anciens Zoumaya furent complètement anéantis par les Foulbé après plusieurs années d'hostilités. Les survivants furent noyés dans le peuplement peul, à l'exception d'un rameau, situé plus au nord et qui s'enfuit sur le massif Douvanger. De même, les Guiziga Bi Marva furent écrasés et dispersés de Maroua, puis de Mogazang à Tchéré, enfin de Tchéré vers le Mandara. Par contre, si les Guiziga de Moutouroua durent se soumettre aux Foulbé, ils conservèrent l'intégrité de leur territoire et de leur organisation sociale. « *On ne peut dire en ce qui concerne la chefferie de Moutouroua que la domination peul ait profondément altéré le fonctionnement des institutions traditionnelles politiques et religieuses* » (PONTIE, 1973, p. 36). Mais si leurs voisins Guidar ont maintenu leur territoire, la chefferie a éclaté avec l'invasion peul et ne s'est jamais reconstituée (COLLARD, 1971). En même temps, les Foulbé délogèrent les Moundang de Binder et les refoulèrent au-delà du mayo Kébi alors que ceux de Lara maintinrent leur territoire et leur chefferie.

Il est vraisemblable que les attaques des Foulbé ont renforcé la cohésion ethnique et par là même, l'encadrement politique de ces populations de plaine. Le

renforcement de la conscience de groupe s'accompagna du rassemblement des habitations en gros villages au pied des pitons qui parsèment la plaine (Lara, Lam, Moutouroua, Loulou). L'habitat groupé défensif de toutes ces chefferies date probablement de cette période. Ensuite, à mesure que la puissance militaire des Foulbé s'affaiblit, l'organisation politique des Guiziga et des Moundang porta ses fruits en leur permettant de recouvrer une indépendance de fait. Sans doute est-ce à leurs dépens que les Foulbé réussirent à se tailler des fiefs mais leur domination ne fut jamais aussi absolue que dans le bassin de la Bénoué.

A quel facteur attribuer cet inachèvement de la conquête ? Les plaines du Diamaré étaient vraisemblablement beaucoup plus peuplées que celles de la Bénoué et les Foulbé ne parvinrent pas à « digérer » ces masses païennes. Les inégalités de poids démographique jouèrent sans doute un rôle décisif dans le destin des groupes de plaine car les Bata et les Niam-Niam de la Bénoué disposaient d'une organisation politique aussi forte que celle des Moundang et des Guiziga. De plus, ils pouvaient se réfugier dans les marécages de la Bénoué et du mayo Kébi d'où les Foulbé avaient du mal à les débusquer.

De la même façon mais à une échelle bien plus vaste, le peuplement amphibie des plaines du Logone aurait permis aux populations riveraines de résister aux Foulbé (1). Parallèlement aux montagnes, les plaines inondables du Logone auraient joué le même rôle de refuge, l'inondation saisonnière entravant la progression de la cavalerie peul. De plus, l'inondation survient à la bonne époque. Quand les greniers sont remplis par la nouvelle moisson, la plaine est encore un marécage. Plus tard, la consommation de bière de mil a soustrait une bonne partie du mil et surtout, les travaux agricoles étant achevés, « le bétail humain recherché par les razzieurs s'est égaré, qui à la pêche, qui à la garde des animaux de la ferme » (CABOT, 1965, p. 76).

Pourtant, la défense par isolement derrière une nappe d'inondation n'est pas d'une efficacité permanente. Pendant plusieurs mois, les plaines redeviennent facilement accessibles aux cavaliers. Les populations auraient tenté de pallier cet inconvénient en pratiquant une dispersion aussi poussée que possible afin de réduire l'ampleur des destructions en cas d'attaque. « Alors que le site traditionnel de défense est habituellement groupé et sur la hauteur, nous voyons ici une défense organisée par la dispersion systématique du groupe » (CABOT, 1965, p. 76). La dispersion de la population allait de pair, ici aussi, avec une absence totale d'organisation politique.

En fait, tous ces éléments ne constituaient pas des moyens de défense très efficaces par rapport aux montagnes. L'inondation ne favorisait que les populations riveraines du fleuve et seulement pour quelques mois. La dispersion de la population n'était qu'un pis-aller n'arrêtant pas les incursions. Au contraire, le manque d'unité politique et militaire qu'elle aggravait, permettait aux cavaliers foulbé de s'enfoncer sans grand risque dans les pays massa ou toupouri. Dans ces conditions, quel élément décisif a permis aux peuples du Logone de résister aux Foulbé ?

Examinons dans quelles conditions s'est déroulée la défaite peul la plus cuisante infligée par les Toupouri à Goujou (Tchad) et dont chaque partie garde encore un souvenir vivant. Une coalition peul a surpris les Toupouri et s'est enfoncée rapidement au cœur du pays. Mais les Foulbé s'attardant sur leur victoire, le chef religieux des Toupouri eut le temps de lever en masse tous les villages qui assaillirent soudain les envahisseurs. La défaite des Foulbé marqua la fin des grandes tentatives pour soumettre les populations du Logone. C'est la seule fois où

(1) Comme il leur avait déjà permis de résister aux Baguirmiens, à l'est du fleuve.

les Toupouri furent vraiment unis et encore, inorganisés, ils ne cherchèrent pas à exploiter leur victoire. De la même façon, l'union des Massa contre les raids des Foulbé leur a valu quelques victoires.

Unis, les Païens de plaine avaient l'énorme avantage du nombre. Les cavaliers, encerclés et assaillis, succombaient sous une masse de guerriers agressifs animés d'une rage furieuse. L'importance de la masse humaine mobilisée représentait un obstacle redoutable pour les maigres effectifs de Foulbé qui osaient s'y aventurer. Là réside, semble-t-il, le fait essentiel : une invasion peul arrivant à bout de souffle devant des masses païennes inorganisées mais grouillantes et impossibles d'absorber. « *Il faut s'être fourvoyé au milieu d'un marché hebdomadaire pour prendre conscience du prodigieux grouillement humain que constituent ces masses rurales* » (GUILLARD, 1965, p. 74).

Mais ces populations n'étaient que des juxtapositions de familles sans liens et le contexte naturel ne favorisait pas leur unification. Isolées les unes des autres par les inondations saisonnières, elles étaient par là même une proie tentante pour les chefs voisins amateurs de razzias. Elles furent de tout temps un terrain privilégié pour les expéditions lancées du Bornou, du Baguirmi, qui en ramenaient de grandes quantités d'esclaves (1). Elles continuèrent à l'être pour les Foulbé qui, délaissant la conversion religieuse ou la grande conquête militaire, en vinrent bientôt à ne considérer dans les sociétés païennes qu'un réservoir inépuisable d'esclaves.

### ***Les conséquences sociales de la conquête peul***

Peu de Foulbé entretiennent de nos jours des serviteurs, descendants des captifs du siècle dernier. Seules quelques grandes familles en ont encore quelques-uns, devenus membres de fait de la famille. L'institution de l'esclavage au 19<sup>e</sup> siècle n'a donc pas laissé de traces importantes dans la composition actuelle de la société peul. Cela ne veut pas dire qu'elle n'ait pas eu d'influence durable sur l'évolution sociale. En matérialisant de façon brutale la suprématie peul, elle a créé une inégalité profonde dans les rapports entre Foulbé et Païens qui subsiste aujourd'hui dans la réalité quotidienne et plus encore, dans les mentalités collectives. Malgré tout ce que l'administration française puis camerounaise ont pu faire pour normaliser la coexistence entre les deux types de sociétés, il n'en reste pas moins que les Païens restent méfiants de façon consciente ou inconsciente et que les Musulmans arrivent difficilement à se défaire d'une attitude arrogante à leur égard. Suprématie des uns, sujétion des autres, établies dans le contexte de rapports de force, restent sous-jacentes aux relations sociales actuelles.

Le modibbo Adama avait réussi à insuffler aux Foulbé un idéal religieux pour les lancer à la conquête et à la conversion des infidèles. Les Foulbé menèrent alors une véritable Guerre Sainte inspirée par des mobiles élevés et une piété sincère. Mais après la mort du modibbo, une altération des motivations guerrières intervint, liée à une dégradation de l'idéal religieux. Avec la conquête était apparue la possibilité de faire des captifs de guerre. La réduction à l'état servile se justifiait par le principe de la Guerre Sainte. Depuis longtemps, le Bornou et le Mandara appliquaient ce principe à l'égard des Païens mais, pour eux, la chasse à l'esclave était devenue la base d'un véritable commerce. Pour les Foulbé, la main-d'œuvre servile ne tarda pas à devenir, de la même façon, la richesse par excellence. « *Les*

(1) BARTH relate dans ses voyages les péripéties d'une expédition du Bornou dans le pays Mousgoum et Massa en 1851-52. Déjà en 1823, le major DENHAM avait suivi un raid semblable dans le pays Mousgoum.

*collectivités foulbé en vinrent rapidement à fonder leur système économique sur le travail et la capitalisation des esclaves, en dehors de toute préoccupation religieuse* » (LESTRINGANT, 1964, p. 118).

Le prosélytisme peul et leur souci de conversion à l'islam des populations subjuguées n'ont jamais été très affirmés. A aucun moment, les Foulbé n'ont vraiment entrepris cette tâche religieuse. La religion, implicitement liée à la conquête, restait leur affaire propre et justifiait par elle-même le maintien de leur suprématie. Pourtant, les vaincus et notamment les captifs déracinés de leur milieu, cherchèrent bientôt à se convertir à la nouvelle religion. De païens animistes (« *kefeero* », pl. : « *heferbe* »), ils devenaient islamisés (« *ciimudo* », pl. : « *silmube* »). Vivant dans la famille de leur maître peul, ayant adopté son code de valeurs, ils n'appartenaient plus à leur société d'origine. La conversion religieuse leur apparaissait comme le moyen de s'intégrer à leur société d'adoption. Mais ils se heurtaient à une réticence et à une sourde hostilité de la part des Foulbé qui n'admirent les effets de leur conversion qu'après plusieurs générations. Pour eux, les Païens convertis demeuraient des Païens risibles, incapables d'observer les préceptes religieux, en particulier l'abstinence de boissons alcoolisées. La conversion religieuse ne les libérait pas de leur condition servile par un affranchissement automatique. L'affranchissement restait du ressort du maître.

Les Foulbé en vinrent à considérer la servilité comme une tare personnelle attachée au statut de captif. « La servilité enchaîne. C'est une obligation imposée par la volonté de Dieu, seule la volonté du maître peut y mettre fin » (1). Le développement d'une telle théorie de la servilité justifiait a posteriori l'emploi d'une main-d'œuvre gratuite sans se préoccuper de considérations religieuses qui, dans beaucoup de cas, ne la légitimaient plus. La pratique de la traite pour elle-même finit par régir tous les contacts entre Foulbé et Païens. Ses répercussions sociales affectèrent les uns comme les autres.

Les sociétés païennes traditionnelles ne comprenaient pas d'esclaves et ignoraient le statut servile. Certains, comme les peuples du Logone et les montagnards voisins des Mandara, avaient dû subir depuis longtemps des razzias. Par contre, ceux qui habitaient le sud des Monts Mandara ignoraient jusqu'alors la traite. C'est à partir de la conquête peul qu'ils devinrent à leur tour une source d'approvisionnement. Les conséquences se firent sentir profondément sur la société traditionnelle. Par suite de leurs besoins croissants en main-d'œuvre servile et de leur affaiblissement militaire, les Foulbé en vinrent à utiliser les Païens eux-mêmes comme principaux pourvoyeurs. Les Païens prirent conscience de la valeur d'un prisonnier de guerre et entrèrent dans le circuit de la traite. Il en résulta une modification de leur comportement les uns par rapport aux autres, notamment une altération de la signification sociale traditionnelle de la guerre. Alors que la guerre était un moyen permettant de régler les conflits dans le cadre de sociétés acéphales, elle devint un mécanisme d'accumulation de richesse.

Autrefois, personne ne cherchait à faire des conquêtes ni des prisonniers. Avec la présence des Foulbé, l'un des buts principaux de la guerre fut la capture d'ennemis vendus comme captifs aux Musulmans. Les raids de capture se multiplièrent et ne concernèrent pas seulement des voisins mais des massifs éloignés les uns des autres. L'insécurité ne régna plus seulement sur les franges de contact avec les Musulmans. Elle gagna le cœur des pays païens. Elle accentua

(1) in MOHAMMADOU (E.), 1970, p. 156 : « Ce n'est pas parce qu'il jeûne, qu'il fait ses prières et tout ce qui s'ensuit qu'un captif devra être affranchi, même s'il est devenu un saint et quels que soient ses mérites, rien n'y peut car il demeurera toujours soumis au joug de la servilité. Nul ne peut de lui-même, s'il est esclave, se soustraire à la condition servile. » Inversement, l'homme libre, c'est d'abord celui dont les parents étaient libres. La liberté n'est pas liée à la pratique religieuse mais à l'appartenance ethnique. Elle s'acquiert par la naissance.

l'isolement de chaque groupe sur lui-même et sa xénophobie. En multipliant les ressentiments et les antagonismes entre Païens, elle divisa et affaiblit plus encore leur société.

L'instauration d'une insécurité généralisée favorisa chez les Païens le développement d'un véritable esprit de brigandage. Ils ripostèrent aux raids esclavagistes des Foulbé par un terrorisme de guérilla. Ils attaquaient continuellement les troupeaux et les marchands isolés. Les voisins des Foulbé devinrent des spécialistes de ce genre d'opérations : Guiziga, Moundang, Guidar. Devenus plus hardis à la suite de succès facilement obtenus, ils en vinrent à considérer le brigandage et le vol comme moyens d'existence. Ils acquirent de cette époque une triste réputation qui leur reste attachée. La domination peul n'a donc pas apporté l'ordre ni la sécurité dans la région, à l'exception des centres urbains. Au contraire, des auteurs ont qualifié le 19<sup>e</sup> siècle, « siècle d'insécurité et de peur ». Il est certain que le réflexe de défense et de riposte hérité de cette époque s'est « profondément gravé dans le subconscient des Païens » (LESTRINGANT, 1964, p. 139). Il n'est pas étranger aux formes de résistance globale qu'ils opposèrent ensuite à toute intervention venue de l'extérieur. Le conservatisme, le retard culturel et social des Païens par rapport aux Musulmans, proviennent en partie de ce contexte historique.

Le commerce de traite finit par déteindre sur la société païenne elle-même. Certains groupes admirent une classe de personnes défavorisées, constituée par des serviteurs, anciens prisonniers de guerre. Quelques-uns étaient signalés chez les Massa, mais peu nombreux et intégrés à la famille. Par contre, au sud des Monts Mandara, les Njegn et les Goudé, dont les contacts avec l'extérieur ont toujours été plus fréquents que les autres montagnards, possédaient des captifs. En 1922, le trafic de traite était encore très prospère dans les montagnes de Doumo (1). Ces montagnards appréciaient beaucoup les captifs comme main-d'œuvre pour les cultures et les femmes serves pour leur descendance. A part quelques chefs qui pouvaient avoir une dizaine de captifs, chaque famille aisée en comptait deux ou trois. Contrairement aux captifs des Foulbé, ceux-ci changeaient fréquemment de mains. Qu'il survienne une mauvaise récolte de mil, que la soudure ne puisse être assurée et l'on vendait un captif, de même pour une fête ou un décès afin d'acheter des chèvres, des moutons et fabriquer beaucoup de bière de mil. Par contre, lors d'une meilleure année, si les économies le permettaient, on en rachetait un autre. Les captifs constituaient donc un véritable fonds de roulement de l'économie familiale. Les habitants de la haute vallée du mayo Tiel étaient réputés pour la traite.

Il n'en reste pas moins que l'adoption d'une catégorie servile par ces montagnards est un fait tout à fait exceptionnel. Le plus souvent, la société païenne est demeurée une société d'hommes libres (1). Par contre, la possibilité de pratiquer un commerce lucratif de traite a eu des conséquences politiques importantes.

C'est grâce à ces commerces que des chefs locaux se sont enrichis et, renforçant leur pouvoir, se sont imposés aux Païens. Ainsi, de petits chefs Toupouri exportaient pour leur propre compte des captifs vers les territoires foulbé. Ils servaient d'intermédiaires aux commerçants foulbé et haoussa, leur permettant d'avoir accès à un réservoir humain où ils ne pouvaient puiser facilement d'eux-mêmes. Avec les profits retirés de ces transactions, les chefs païens pouvaient se constituer un équipement militaire équivalent à celui des Foulbé (chevaux, harnachements, cottes de mailles). Sans doute les chefferies moundang ou guiziga existaient-elles avant l'arrivée des Foulbé. Mais la généralisation de la traite, sous

(1) Cf. FAURE, 1922, Rapport de tournée, Garoua.

leur impulsion, a renforcé ces chefferies païennes. Les chefs de Lara, Moutouroua, Hina, Mousgoy, disposant d'une petite bande de guerriers bien équipés, organisaient leurs propres expéditions de capture d'hommes qu'ils écoulait chez les Foulbé ou vers le Bornou. Ils augmentaient ainsi leur cavalerie, moyen par excellence de domination militaire (2). Dans la chefferie de Mousgoy, se maintenait encore en 1924 une moyenne de 3 serfs pour 10 hommes libres (3).

Adoptant le système économique des Foulbé, les chefs païens imitèrent aussi leur organisation politique. Les chefs, « *baï* », de Hina et Mousgoy s'entourèrent de dignitaires portant les mêmes titres que chez les Foulbé : *Kaygama, Wakili, Adja, Sarki Fada*. Comme les Foulbé, ils fondèrent leur puissance sur un corps de cavalerie et sur des mercenaires. Ils prirent souvent le relais des Foulbé dans les expéditions lancées contre les Païens. Hina et Mousgoy durent à la proximité des Daba, source facile d'approvisionnement en captifs, un développement rapide de la chefferie. Hina comme Mousgoy entretenirent, pour cette raison, des visées d'hégémonie sur tous les Daba. La cavalerie de Mousgoy conquiert la plaine, provoquant à son tour des migrations de Païens vers les montagnes (fig. 39).

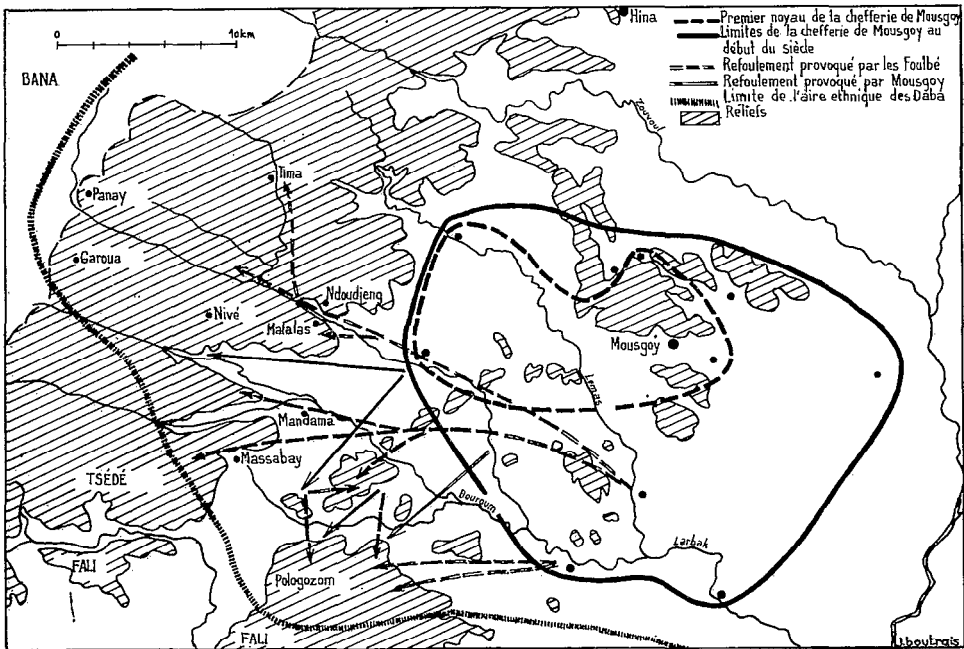


Fig. 39 Le refoulement des Daba en montagne

(1) Dans certaines sociétés païennes, devenaient captifs des individus qui avaient commis un vol ou un crime et étaient incapables de payer l'amende. Leur statut n'était cependant pas héréditaire.

(2) Il est vraisemblable que ces chefferies étaient déjà équipées avant l'arrivée des Foulbé de petits chevaux « Kirdi » de type Laka qu'on rencontre encore chez les Moussey.

(3) LESTRINGANT (J.), 1964, p. 129.

Ainsi les montagnards ont-ils connu des refoulements successifs provoqués par les Foulbé d'abord, puis par la chefferie de Mousgoy lorsqu'elle prit de l'importance. Mais, de la même façon que les Foulbé n'ont jamais réussi à assujettir les montagnards, Mousgoy ne parvint pas à prendre pied dans les vallées et les massifs daba. De plus, Hina contrôlait déjà théoriquement une partie de ces Daba et était en mesure de contrecarrer les ambitions de Mousgoy.

L'exemple de Mousgoy montre quand même comment, en mettant à profit les leçons tirées de la conquête peul et en appliquant les mêmes méthodes, un clan édifia une forte chefferie païenne aux dépens de sa propre ethnie. Les Foulbé eurent donc leurs imitateurs. Ils complétèrent leur action en vidant les plaines en contrebas des massifs. Ces nouveaux chefs n'avaient plus qu'à s'islamiser pour s'aligner totalement sur les *lamibe* voisins. Aussi furent-ils les premiers Païens à le faire.

La constitution ou le renforcement de grandes chefferies païennes amorçait un long processus de transposition des institutions foulbé dans le monde païen, suivie d'une véritable acculturation sociale quand leurs rapports furent moins tendus. Inversement, la société peul, de son côté, fut profondément modifiée par son contact avec les sociétés païennes. Des peuples de plaine subjugués par les Foulbé, parfois il ne subsiste plus de traces apparentes à l'heure actuelle. Ils se sont convertis à l'Islam et, progressivement, ne se sont plus distingués de leurs vainqueurs qui les ont absorbés. D'autre part, les captifs affranchis, soit par leurs anciens maîtres, soit par l'administration, ne sont pas retournés vivre parmi les leurs. Convertis à l'Islam, ils ont définitivement adopté le mode de vie de leurs maîtres. Les uns et les autres se disent à présent Foulbé et bien souvent, il est difficile de démêler les purs Foulbé des assimilés. Les Foulbé eux-mêmes, en adjoignant de nombreuses concubines à leurs femmes légitimes, contribuèrent à altérer la pureté de la souche ethnique. Ainsi s'est constituée, notamment dans les zones de contact comme Guider, une population métissée se réclamant de l'ethnie peul et en ayant effectivement adopté tous les éléments culturels.

S'agit-il pourtant d'un fait général au Nord du Cameroun ? Il ne le semble pas et c'est ce qui différencie cette région de l'Adamaoua où la fusion des ethnies est beaucoup plus avancée. Les Foulbé du Diamaré en particulier, ont su garder une pureté ethnique que l'observateur remarque facilement dans les traits physiques des gens de Maroua ou de Bogu. L'anthropologie physique confirme cette observation (1). Très longtemps, les Foulbé du Diamaré ne se sont pas montrés ouverts à l'excès dans leurs rapports avec les autres peuples et dans leur conception de l'Islam. Toutes les modalités du contact avec les sociétés païennes démontrent le contraire (2). Sans doute les Foulbé n'étaient-ils pas réticents pour inclure une captive dans leur famille ; mais la réciproque n'était pas vraie pour les Païens (3). Il n'est pas confirmé qu'au Nord du Cameroun il était possible aux captifs, une fois affranchis, de prendre femme parmi les Foulbé et que ce fut souvent le cas. Au contraire, l'aversion des femmes foulbé pour les mariages mixtes démontre à elle seule que les nouveaux convertis ne furent pas vraiment intégrés dans leur société d'adoption, sinon après l'échéance de plusieurs générations.

(1) BUISSON (E.M.), 1933, « *La taille, la forme de la tête, les éléments de la face, les caractéristiques du nez, des yeux, des membres avec leurs attaches, la couleur de la peau sont les caractères physiques les plus apparents qui permettent d'envisager certains Foulbé de Maroua comme les descendants les moins modifiés et peut-être les représentants les plus purs du stock originel, du moins en ce qui concerne le Nord du Cameroun* ».

(2) De même que cette exclamation que l'on entendait il n'y a pas si longtemps à Maroua : « *Soba dume bee kado ? Daga yi'ugo, sey mbar'go* ». De l'amitié avec un païen ? *Sitôt vu, sitôt tué* ! cité par MOUCHET (J.), 1966.

(3) Contrairement à ce qu'écrit PODLEWSKI (A.M.), 1966, p. 16, selon lequel « *il y a deux fois plus d'unions entre des hommes d'origine païenne et des femmes Foulbé qu'entre des hommes Foulbé et des femmes païennes* ». Son échantillon concerne uniquement le petit village de Mayo Ladde dont la situation, dans la plaine de Gawar, n'est pas représentative de l'ensemble peul.



Devenus musulmans sincères et attachés à leur nouvelle religion même si leur foi restait simpliste, les captifs demeurèrent en fait à l'écart de la société des Croyants. Ils ressentirent les contradictions entre l'enseignement religieux élémentaire qu'ils avaient reçu et les nombreux abus et exactions dont ils étaient les victimes. Avec quelques pieux Foulbé, ils rêvaient d'un « maître de Justice » dont l'image idéale ne correspondait pas à celle du *lamido* local. C'est pourquoi, d'après certains auteurs, ils fournirent la majorité des adeptes des mouvements de réforme mahdistes. « *Une foi sincère associée au ressentiment éprouvé par les couches inférieures de la société, vis-à-vis de la hiérarchie politico-religieuse, explique l'audience rencontrée par les Mahdis ou Envoyés du Mahdi au Nord du Cameroun* » (LACROIX, 1966, p. 405).

Aujourd'hui, les affranchis peuvent se dire Foulbé face à l'étranger mais il suffit de demander leur avis aux vieux Foulbé pour provoquer sur leur visage un sourire qui ne nécessite guère de commentaires. Les Foulbé n'ont jamais éprouvé avec les islamisés récents le sentiment de solidarité qui les unit entre gens de même ethnie depuis la conquête. Pourtant, leur société ne peut plus se maintenir sans le voisinage des islamisés ou de leurs frères restés païens.

On a montré comment, avec les progrès de leur domination politique, les Foulbé furent contraints d'abandonner progressivement leur mode de vie pastoral pour adopter une vie sédentaire et par là même, plus dépendante des produits de la terre. La disposition d'une abondante main-d'œuvre servile a permis que cette conversion économique ne leur soit pas trop dramatique. Ils ont abandonné l'entretien exclusif de leurs troupeaux pour se consacrer à la guerre et aux affaires politiques. En même temps, ils ont dirigé leurs exploitations agricoles nouvelles et mis en valeur, par personnes interposées, les terres les plus riches de la plaine. Non seulement les captifs étaient nécessaires aux Foulbé pour renforcer leur puissance militaire mais aussi pour assurer l'orientation de plus en plus agricole de leur économie. Les chefs et leur entourage, propriétaires d'une nombreuse main-d'œuvre servile, retiraient leur prestige de la richesse agricole et non plus seulement de l'importance des troupeaux.

Dès lors, l'économie des Foulbé est fondée sur l'exploitation de la force de travail des Païens. Dans un premier temps, la réduction en esclavage des Païens capturés facilitait leur utilisation. Plus tard, avec l'interdiction de l'esclavage, les Foulbé ont dû recourir à diverses formes de salariat. Mais sous différentes modalités, cette exploitation s'est poursuivie parce qu'elle était essentielle aux Foulbé. Ainsi s'est instituée une symbiose entre Foulbé et Païens, les premiers étant contraints de recourir à la main-d'œuvre des seconds. En utilisant le travail des Païens, les Foulbé mirent en valeur les meilleures terres alluviales de la plaine. Ils précisèrent leurs droits fonciers sur les terres les plus fertiles, ce qui plus tard, lors de l'introduction de nouvelles cultures, devint l'un de leurs principaux atouts économiques.

Malgré le maintien d'une « distance » ethnique vis-à-vis des Païens, la situation de dépendance économique de plus en plus nette à leur égard fut lourde de conséquences pour les anciens vainqueurs. L'accumulation de biens favorisa une vie urbaine oisive dans laquelle les grandes familles se complurent. Il en résulta un amollissement des Foulbé. « *La décadence atteint ainsi un corps social d'où le fanatisme s'évanouissait devant l'appât du lucre et les facilités de la puissance* » (LESTRINGANT, 1964, p. 143). Les Foulbé en vinrent même à confier à des mercenaires le soin de soumettre les Païens révoltés ou de capturer les esclaves. Les nobles Foulbé n'étaient plus mobilisés que pour les campagnes les plus importantes. Ne luttant plus pour leur vie comme au temps de la conquête, ils craignaient de plus en plus les Païens et leurs flèches empoisonnées. Vers la fin du siècle, les Foulbé ne relevaient plus les multiples défis que leur lançaient les Païens.

Il est probable que les états foubé n'auraient pas survécu s'ils avaient dû subir l'attaque des troupes de Rabah qui, avec leurs fusils, disposaient sur eux d'une incontestable supériorité militaire. Mais entre temps, les Européens survinrent et suspendirent le cours d'une évolution qui semblait irréversible. Avec les Européens, le choc fut moins terrible pour la société peul que si elle avait dû affronter Rabah. La colonisation, en « figeant » la situation politique de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, permit aux Foubé de maintenir et même d'affermir leur suprématie jusqu'à nos jours. Non seulement leur organisation politique fut conservée mais, dans bien des cas, consolidée. Bien qu'interdit, l'esclavage subsista longtemps en cachette avant d'être remplacé par d'autres formes d'utilisation de main-d'œuvre. En définitive, malgré l'affrontement initial, l'arrivée des Européens au Nord du Cameroun fut la chance des Foubé. Dès lors, la suprématie sur les Païens étant assurée, ceux-ci subirent de plus en plus fortement l'influence de leur organisation politique et sociale.